

Dossier N° : 21111341
Démarche : Demande de dérogation à la protection des espèces :
RANACULTURE - campagne 2025
Organisme : DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ce dossier est **en** instruction.

Historique

Déposé le : 21 novembre 24 19:24
En instruction le : 02 décembre 24 00:01

Identité du demandeur

Email : a.regnier0@laposte.net
Civilité : M.
Nom : REGNIER
Prénom : Philippe

Formulaire

Notice d'aide au remplissage

Consultez ce document pour vous aider à compléter la demande au fur et à mesure.

1. Nature de la demande

Vocation de la demande

Commerciale

Type de demande

- renouvellement à l'identique

ATTENTION

Le choix "renouvellement à l'identique" est réservé uniquement aux demandeurs :

- ayant déjà déposé un dossier sur Démarches-Simplifiées ,
- et dont l'arrêté préfectoral à renouveler n'appelle strictement aucune modification (coordonnées, listes des participants, site de pêche, quota attribué).

Si vous avez déjà reçu un message de la plateforme Démarches-simplifiées indiquant la suppression de votre précédent dossier, conformément au Règlement général de la protection des données, celui-ci n'est donc plus disponible sur la plateforme. Vous devez faire une demande de renouvellement avec modifications

Numéro de votre précédent dossier Démarches-Simplifiées

14841554

2. Demandeur

Le demandeur est une personne morale (entreprise)

Oui

SIRET du demandeur

SIRET : 44852771300029

SIRET du siège social : 44852771300029

Dénomination : LA MAIN VERTE

Forme juridique : Entrepreneur individuel

Capital social : 0 €

Libellé NAF : Élevage d'autres animaux

Code NAF : 01.49Z

Date de création : 28 avril 2003

État administratif : en activité

Effectif (ISPF) :

Code effectif :

Adresse :

REGNIER PHILIPPE

28 RUE DU BOIS LES MAILLOTS

25370 JOUGNE
FRANCE

Raison sociale du demandeur

REGNIER PHILIPPE

Groupement de personnes

Oui

Numéro Répertoire national des associations (RNA)

Non communiqué

Nom du demandeur

REGNIER

Prénom du demandeur

Philippe

3. Historique de prélèvement

Historique

Registres de pêche sur les 3 dernières années .

En cas d'absence de pêche sur une ou plusieurs campagnes ou de première demande (si historique non connu), indiquer 0.

Année 2024

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2024)

23 810

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2024)

5 780

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2024)

1 720

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2024)

30

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2024)

16 280

Année 2023

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2023)

23 406

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2023)

4 975

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2023)

1 285

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2023)

59

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2023)

17 087

Année 2022

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2022)

26 790

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2022)

1 400

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2022)

2 400

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2022)

80

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2022)

22 910

4. Elevage des têtards et des petites grenouilles

Localisation de l'élevage des têtards et petites grenouilles

plan d'eau de capture

Précisions

Non communiqué

5. Informations complémentaires

Remarques

Le demandeur rappelle qu'il est retraité de son activité " LA MAIN VERTE" depuis janvier 2022. Nous l'avons déjà précisé dans le précédent dossier.

6. Engagement

Engagement pour le renouvellement à l'identique

Oui

Engagement

Oui

Annotations privées

quota attribué

Non communiqué

Remarques

Non communiqué

carte

Messagerie

Email automatique, 21 novembre 24 19:24

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 21111341 a bien été reçu] M. REGNIER, La DREAL Bourgogne-Franche-Comté vous confirme la bonne réception de votre dossier n° 21111341. À tout moment, vous pouvez consulter votre dossier et les éventuels messages de l'administration à cette adresse : <https://www.demarches-simplifiees.fr/dossiers/21111341> Un e-mail vous sera transmis au moment de la prise en charge de ce dernier par un instructeur.

Nous vous prions d'agréer, M. REGNIER, l'expression de nos salutations distinguées.

DREAL Bourgogne-Franche-Comté Service BEP5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

Email automatique, 02 décembre 24 00:01

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 21111341 va être instruit] M. REGNIER,

Nous accusons réception de votre dossier n° 21111341. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision :

- par l'intéressé, dans un délai de deux mois.
- par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécourse citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. REGNIER, l'expression de nos salutations distinguées.

DREAL Bourgogne-Franche-Comté 5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX